

Salaires, conditions de travail, réformes...

Les personnels de l'éducation dans la rue

Répondant à l'appel de l'intersyndicale CGT, FO, FSU et Sud, les personnels de l'Éducation nationale étaient dans la rue jeudi 1er février. À Évreux, ils sont entre 200 et 300 à avoir manifesté au départ de la préfecture de l'Eure.

Le mouvement de grève intervient dans un contexte de défiance vis-à-vis de la nouvelle ministre de l'Éducation nationale, Amélie Oudéa-Castéra. Dans la petite foule rassemblée devant la préfecture, certains messages lui étaient directement adressés. « Démission », « Mépris 2024 »... « **J'ai été choquée par ses propos. Je crois en la fonction publique et au respect de la laïcité** », témoigne une enseignante.

« **Le mépris que nous a témoigné notre nouvelle ministre dès sa prise de fonction est à l'image de celui du gouvernement contre l'école publique** », lance, de son côté, Laurent Baussier, secrétaire départemental du Syndicat national Force ouvrière lycées, collèges de l'Eure (SNFOLC27).

Tous les personnels d'éducation concernés

« **À l'image des agriculteurs qui se battent pour vivre de leur travail, nous nous mobilisons aujourd'hui pour l'augmentation de nos salaires que les ridicules augmentations ne parviennent qu'à maintenir au-dessous de l'augmentation du coût de la vie et de l'inflation** », poursuit celui qui s'exprime au nom de l'intersyndicale.

Les enseignants ne sont pas les seuls mobilisés. Des « **invisibles** » de l'éducation sont également venus pour faire entendre leurs revendications. Accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH), assistantes sociales... « **On est là pour soutenir les jeunes, contre le décrochage scolaire, contre l'absentéisme et pour la protection de l'enfance** », précisent deux d'entre-elles qui ne s'estiment « **pas reconnues** ».

Réforme des niveaux

Résultat du passage éclair de Gabriel Attal au ministère de l'Éducation nationale, la réforme du « choc des savoirs » est vivement critiquée par les syndicats.

« Il faudrait organiser des groupes de niveaux en 6e et en 5e pour regrouper les élèves en difficulté dans un groupe à 15 et entasser les autres à 30 par classe en les privant des dispositifs de soutien mis en place au bénéfice de tous », s'emporte Laurent Baussier. « Cette réforme ignore délibérément le fait qu'il y a plus de 15 élèves en difficulté sur chaque niveau de 6e et 5e dans les collèges de l'Eure. Ces élèves sont volontairement stigmatisés et discriminés. » L'inter-syndicale appelle, tout simplement, à ne pas mettre en œuvre les groupes de niveaux dans le département.

Près de 20 % des enseignants étaient en grève, indiquait l'Académie de Normandie jeudi midi. Un chiffre qui a atteint 66 % à Pont-Audemer et 90 % au Neubourg, selon les syndicats.

Cyrill Roy

Les personnels de l'éducation nationale étaient dans la rue ce jeudi 1er février. C. R